

[Texte]

Je vais vous donner un instant pour lire la proposition que je vous fais. Si vous voulez la modifier, je suis prêt à entendre vos commentaires. Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Monsieur le président, je suis surpris de voir qu'on a relégué aux oubliettes deux dossiers très importants dont il a été question dans le rapport du vérificateur général de cette année, c'est-à-dire le rapport que nous avons étudié jusqu'en juin, avant que le Parlement ajourne.

Le premier dossier est celui des Affaires extérieures. Vingt-cinq millions de dollars ont été avancés et n'ont pas été remboursés. C'est ce qu'on dit dans le rapport. Depuis que le rapport est sorti, on a vu des nouvelles extraordinaires. Certains grands titres disaient qu'il y avait de grandes difficultés financières au sein des Affaires extérieures. Est-ce un manque de systèmes? Est-ce de la fraude? On ne le sait pas.

Le président: De quoi parlez-vous, monsieur Bellemare? Vous parlez des voyages?

M. Bellemare: Des Affaires extérieures. Il y avait deux choses: premièrement, le rapport mentionnait les avances aux fonctionnaires; deuxièmement, il y avait la question des voyages.

Le troisième point, qui est en fait le deuxième dossier, est le dossier de Revenu Canada, où on a des comptes recevables beaucoup plus élevés que ce que disait l'ancien vérificateur général. Il disait que les comptes recevables s'élevaient à 4,3 milliards de dollars, je crois, alors qu'en réalité, les comptes recevables, au moment où j'en avais parlé, s'élevaient probablement à 7,8 ou 8 milliards de dollars.

• 0915

J'aimerais qu'on puisse se pencher à nouveau sur ces deux dossiers et que le nouveau vérificateur général nous fournisse de la documentation pour nous renseigner sur ces dossiers. Autrement, on devra fouiller à l'aveuglette parce qu'on n'a pas devant nous les dossiers du vérificateur général. On peut seulement avoir des soupçons et se poser des questions, toujours pour le bien des ministères. On veut qu'ils aient le meilleur fonctionnement possible. On veut aider en posant des questions. On peut mieux poser des questions si on a des renseignements au moins généraux.

Le président: Merci, monsieur Bellemare. Je retiens vos deux points. Je vous ferai remarquer qu'en ce qui a trait à votre dernier point, celui de Revenu Canada, le Comité a écrit une lettre à Revenu Canada demandant au ministère de répondre aux préoccupations du Comité. Évidemment, la question que vous soulevez a fait l'objet de commentaires de Revenu Canada et je vous invite à relire la lettre que nous avons reçue de Revenu Canada et qui va d'ailleurs faire l'objet d'une réunion du Comité au cours des semaines à venir. Donc, on n'a pas abandonné ce dossier-là.

Pour ce qui est des Affaires extérieures, je prends votre commentaire au sérieux. Vous aviez l'avantage d'être là quand nous, nous n'étions pas là. L'ACDI viendra tout de même devant le Comité aux réunions du 19 et du 24 septembre. Je retiens votre proposition de continuer et je demanderai aux recherchistes de nous donner un aide-mémoire là-dessus et de le distribuer au Comité afin qu'on puisse prendre note de ce commentaire que vous faites au sujet des avances faites aux fonctionnaires et des voyages.

[Traduction]

I will give you a moment to read my draft. If you want to change it, I will hear any of your comments. Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: Mr. Chairman, I am surprised to see that some very important issues have been put on the back burner, issues discussed in this year's Auditor General report, that is the report we studied until June, before Parliament adjourned.

External Affairs is the first issue. The report says that \$25 million were advanced and were not reimbursed. Since the report was released, that matter has made the headlines. Some say External Affairs has had serious financial problems. Is it due to lack of organization? Is it fraud? No one knows.

The Chairman: What do you mean, Mr. Bellemare? Are you referring to the trips?

Mr. Bellemare: I am referring to External Affairs. There are two things: first, the report mentioned advances made to civil servants; secondly, there are the trips.

The third point, which is really the second matter, is Revenue Canada, where accounts receivable are far too high, which is what the former Auditor General said. I think he has said there was about \$4.3 billion in accounts receivable, when in fact they probably totalled \$7.8 or \$8 billion at the time I had spoken about them.

I would like to discuss those two issues again and have the new Auditor General provide us with pertinent documents. Otherwise, we will be wasting our time because we will not have the Auditor General's file. We could only surmise and wonder, while always keeping the departments' best interest at heart. The departments should run as efficiently as possible. We can help them if we ask questions, but it would be easier if we had at least some general information.

The Chairman: Thank you, Mr. Bellemare. I will keep these two points in mind. With regards to your last point, may I point out that the Committee sent a letter to Revenue Canada asking it to respond to the Committee's concerns. Obviously, Revenue Canada did comment on what you just said and you may want to re-read the letter we received from them. In fact, during one of our meetings in a few weeks, the Committee will focus on that matter. So we have not dropped it.

As for External Affairs, I take your comment seriously. You had an advantage over us since you were there. In any case, CIDA will appear before the Committee on September 19 and 24. I will note your suggestion to continue and I will ask our researchers to provide us with a memorandum and send it to the Committee so that we can discuss your comments about advances to civil servants and the trips.